

Présentation de l'association Polis – Inee

L'association Polis est un réseau international d'éducation à l'environnement ayant pour but la promotion de la formation, de la recherche et de l'information dans le domaine de l'Education à l'Environnement.

Elle a été créée en 1996 et possède un statut d'ONG à but non lucratif. Les activités de l'association ont pour objectifs de promouvoir la recherche, la formation et l'action en éducation à l'environnement. Pour cela, elle met en place des réseaux, des partenariats au niveau international. Elle produit et édite du matériel pédagogique. Les activités de Polis sont mises en œuvre par des volontaires de différents champs professionnels et un réseau de professionnels de l'éducation environnemental qui collaborent dans le cadre de projets spécifiques.

Polis a créé et coordonné entre 1996 et 2001 un réseau international d'éducateurs de plus de 60 pays sur tous les continents (enseignants de différents niveaux dans le domaine de l'éducation formelle, professionnels de la communication et étudiants en sciences de l'éducation).

Ce travail a permis l'édition pendant 7 ans du magazine «Dialogues pour l'éducation à l'environnement» distribué dans plus de 60 pays en anglais et en français, présentant des articles, des points de vue, des recherches et des expériences d'éducation à l'environnement de par le monde, ainsi que l'édition d'ouvrages pédagogiques sur l'éducation à l'environnement à destination des éducateurs.

Activités

Polis a participé à de nombreux projets de recherche et de formation en éducation à l'environnement soutenus par l'Union Européenne (exemple : le projet « SEAM », portant sur l'éducation et la formation pour la gestion durable de l'environnement marin en Méditerranée et en Mer Noire). De plus, l'association a participé et organisé des projets d'éducation à l'environnement soutenus par les Ministères de l'Education et de l'Environnement grecs.

De 2005 à 2010, Polis a participé au projet de la «Charte des responsabilités humaines», un processus international de débat et de sensibilisation à la notion de responsabilité, initié et soutenu par la Fondation Charles Léopold Mayer (fondation de droit suisse) en collaboration avec un réseau de d'ONG de 16 pays de tous les continents

Polis a coordonné les actions de promotion de la Charte dans le sud de l'Europe en organisant des évènements de sensibilisation centrés sur notre responsabilité envers l'environnement, à destination des jeunes et d'un public plus large.

Dans ce cadre, Polis a organisé en 2007-2008 une série d'expositions artistiques itinérantes en Grèce et en France sur le thème : «environnement: bien commun – responsabilité commune» associées à des évènements de représentations théâtrales, des ateliers pour enfants, à un congrès sur le changement climatique.

Entre 2008 et 2010, Polis a organisé et coordonné un projet de création d'outils pédagogiques pour les enfants, en collaboration avec des artistes et des éducateurs en Grèce, Géorgie et Algérie et illustré par les enfants et les jeunes de différents pays. Ce projet a permis l'édition de deux livres bilingues, qui ont été présentés au public associés à des évènements publics divers (expositions artistiques,

représentation théâtrale)

Entre 2009 et 2010, Polis a participé à la préparation de la conférence internationale des jeunes pour l'environnement, « Prenons soin de la planète », une initiative des Ministères brésiliens d'Education et d'Environnement et qui a réuni à Brasilia, plus de 500 jeunes de 50 pays. A la suite de cet événement, en 2011-2012, Polis a participé à la préparation de la conférence européenne des jeunes « Prenons soin de la planète », tenue à Bruxelles et soutenue par l'Union Européenne.

Depuis 2010, Polis coordonne le réseau thématique d'Education à l'Environnement dans le cadre du projet international "Forum Ethique et Responsabilités", projet visant à introduire le concept de Responsabilités dans le débat international. Dans ce cadre, Polis a collaboré avec un réseau d'éducateurs environnementaux dans 10 pays afin d'initier le débat sur les objectifs, les méthodes et les enjeux de l'éducation à l'environnement et au développement durable, en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, "Rio+20", en juin 2012. Ce travail se poursuit par une recherche sur l'éducation à l'environnement et au développement durable : identification et diffusion d'expériences pédagogiques exemplaires à travers le monde.

Communication : bulletin de liaison «Dialogues pour l'Education à l'Environnement », site web : <http://www.polis-inee.org/>*



Adresse

Polis – Inee

BP 4

84100 Ermoupolis
– Syros



Contact

Yolanda Ziaka

polis@otenet.fr

Tél : 00 30 22 810 07 804

site :
www.polis-inee.o
rg



Alliance pour la responsabilité dans un monde interdépendant

Gérer les interdépendances planétaires: comment en finir avec des sociétés à irresponsabilité illimitée', tel est le défi majeur qui s'impose à nous. C'est la question que nous avons tenté d'aborder à travers la newsletter No 4 de l'Alliance pour des [Sociétés Responsables et Durables](#) , éditée début décembre 2018.

L'association [Polis](#) en Grèce, membre de la FICEMEA, a participé à la conception et l'élaboration du contenu de la newsletter. Nous avons voulu explorer d'abord la question de «l'effondrement», qui paraît-il hante l'avenir de l'humanité, pour ensuite, explorer quelques pistes de 'réponses', en puisant dans des textes de philosophie, des expériences, des recherches et des idées novatrices sur la gouvernance, le droit et l'éducation.

Submergés par des théories sur l'effondrement imminent de la civilisation occidentale, comment continuer à agir et inciter

à l'action citoyenne ? Comment préparer les jeunes et les étudiants, comment accompagner les acteurs territoriaux, à l'époque de « l'Anthropocène»? Quelle serait la valeur opérationnelle d'idées innovantes telles que la «décroissance»?

L'urgence climatique nous oblige à réorienter nos économies, impose une nouvelle réflexion sur le savoir et l'éducation. Un débat vaste et indispensable, que nous avons juste commencé à effleurer à travers les articles de cette newsletter qui pourrait servir comme ressource éducative pour des éducateurs et acteurs de terrain. Accéder à la lettre d'information [ici](#)

Conférence sur la décroissance au Parlement européen, Septembre 2018 – défis et perspectives



Revenir sur le dogme de la croissance, devenu incompatible avec la contrainte écologique et le bien-être des peuples.

La conférence historique tenue au Parlement européen à Bruxelles sur l'«après-croissance» a révélé l'affrontement autour de la question cruciale : est-il possible de découpler

les émissions de CO2 des taux de croissance économique et de poursuivre indéfiniment la marche vers une 'Croissance Verte' ?

Une conférence historique s'est tenue les 18 et 19 septembre dernier au Parlement européen à Bruxelles, sur l' 'après-croissance' («Post-Growth»), réunissant scientifiques, politiques et décideurs. L'événement a été organisé par des membres du Parlement issus de cinq partis politiques différents, en collaboration avec des syndicats et des ONG et avait comme objectif d'explorer la possibilité d'une «économie post-croissance» en Europe. La conférence s'est précédée d'un séminaire sur la 'décroissance' organisé par l'Université Libre de Bruxelles, qui a réuni des scientifiques venant de toute l'Europe impliqués dans la recherche autour de la décroissance. Nous avons suivi ces quatre jours de débats, en tant que représentants de l'association Polis.

Ce qui nous a impressionné est le parcours de cette notion, marginale jusqu'à présent, qui a réussi à percer le noyau dur des milieux institutionnels et de prise de décision, jusqu'à devenir un objet à débattre au niveau du parlement Européen. L'ouverture de la conférence par Mme Vestager, Commissaire Européenne sur la Concurrence, est significative de l'importance que commencent à accorder à cette notion les milieux institutionnels européens.

En même temps, les débats ont montré clairement que la notion de la décroissance n'est plus un concept traduisant une prise de position 'philosophique' et idéologique, mais qu'il est bien un concept opérationnel. A ce propos, plusieurs chercheurs ont présenté des travaux de recherche menés partout en Europe et jusqu'aux Etats-Unis (au sein du MIT), avec des propositions concrètes sur la mise en marche d'initiatives de décroissance au niveau économique.

À titre d'exemple, les exposés comprenaient des études sur la gouvernance et l'élaboration de politiques d'après la

croissance, des études de cas sur les mouvements de transition (en Suède, aux Pays-Bas et ailleurs), des initiatives dans le domaine des politiques d'administration municipale, initiatives en matière d'économie circulaire et de politiques de 'déchets zéro', initiatives en matière de planification urbaine et de transports, des recherches d'alternatives au PIB et d'instruments et normes de reporting en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises, des recherches sur l'empreinte écologique menant à des propositions de consommation durable, ainsi que des propositions de coopération et d'action collective en vue de la mise en place d'une organisation horizontale ouverte du mouvement de la décroissance.

A l'occasion de la conférence un appel aux institutions Européennes a été lancé, signé par 200 scientifiques universitaires, et publié dans les médias de 16 pays européens – à lire ici: (publié par la Libération, Mediapart, L'Echo : <https://www.liberation.fr/debats/2018/09/16/europe-ne-plus-dependre-de-la-croissance_1679117 https://www.liberation.fr/debats/2018/09/16/europe-ne-plus-dependre-de-la-croissance_1679117>) :

“Au cours des sept décennies passées, la croissance du PNB s'est dressée comme l'objectif économique premier des nations européennes. Mais si nos économies ont grandi, l'impact négatif sur l'environnement a augmenté en rapport. Nous dépassons maintenant l'espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité sur cette planète, et il n'y a aucun signe que l'activité économique soit en cours de découplage, à l'échelle qui serait requise, avec l'usage des ressources ou la pollution. Aujourd'hui, résoudre les problèmes sociaux au sein des nations européennes ne demande pas plus de croissance. Cela implique une distribution plus juste du revenu et de la richesse que celle que nous pouvons observer”

Néanmoins, on a senti, durant et après la conférence, que deux conceptions opposées se sont affrontées. Alors que les

représentants de la Commission européenne parlaient d'une 'Croissance Verte' et étaient convaincus qu'il était possible de découpler les émissions de CO2 des taux de croissance économique, le mouvement Degrowth était (et il est) convaincu du contraire. Il est rapidement devenu évident que des mesures concrètes et des détails d'une société post-croissance ne peuvent pas être clarifiés si la question fondamentale du découplage n'est pas résolue.

Yolanda Ziaka – Polis – Grèce

Projet 'ETRES' – European Educational & Training Resources for Environment & Sustainability

Soutenu par le programme européen Erasmus+

Un réseau européen pour la formation des acteurs en éducation à l'environnement et au développement durable accompagnant les dynamiques citoyennes de transition écologique.

Résumé

L'association 'Polis' (Grèce – <https://polis-inee.org>) participe comme partenaire au projet 'ETRES', soutenu par l'Union Européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Le projet vise, à travers un partenariat entre quatre pays européens, d'élaborer des éléments de formation contribuant à la professionnalisation des acteurs de terrain de l'éducation à l'environnement et au développement durable. Le projet a

démarré en Septembre 2016 et pour une durée de 3 ans. Il est coordonné par l'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier – Montpellier SupAgro, en France.

Contenu au projet

L'association 'Polis' (Grèce – <https://polis-inee.org>) participe comme partenaire au projet 'ETRES' ('European Educational & Training Resources for Environment & Sustainability'), soutenu par l'Union Européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Le projet vise à construire une dynamique de partenariat pérenne entre quatre pays européens, en vue d'élaborer en commun des éléments de formation contribuant à la professionnalisation des acteurs de terrain de l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) par des dispositifs de formation-action.

Le constat de départ est que les acteurs de l'EEDD sont aujourd'hui de plus en plus sollicités pour remplir un rôle d'accompagnateur des actions des citoyens vers la transition écologique et la gestion durable au niveau local. Cette nouvelle mission va bien au delà de leurs activités traditionnelles de sensibilisation aux questions environnementales,..., à l'acquisition de connaissances, à la promotion et l'adoption de nouveaux comportements en matière de consommation énergétique, de déchets, de transports... La question qui semble ainsi émerger chez les acteurs de l'EEDD et qui est partagée au niveau européen actuellement est : comment accompagner au mieux sur les territoires les dynamiques citoyennes de transition écologique ?

Le projet vise alors, au sein d'un partenariat entre quatre pays européens, à créer un module de formation partagé et transférable dans les territoires spécifiques à destination de ces éducateurs.

Ce module de formation prendra la forme d'un outil numérique avec un suivi possible à distance couplé avec des modalités de

formation en présentiel. Une partie du module sera le « tronc commun » qui sera complété par des modules complémentaires dans chaque pays et selon les contextes des structures. On souhaite encore explorer et définir des modalités de validation de ce module sous forme de crédits européens comme les ECVET (European Credit system for Vocational Education and Training) ou des validations locales par les professionnels eux-mêmes.

Le projet 'ETRES' a démarré en Septembre 2016 pour une durée de 3 ans. Outre l'association 'Polis' au projet participent les structures suivantes : Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier – Montpellier SupAgro (France – coordinateur du projet), Alchimia Società Cooperative Sociale (Italie), Parco Nord Milano (Italie), Graine Languedoc-Rousillon (France), Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement (Ifrée) (France), Alejandro Gallego Barrera SLU (Espagne).

Par Yolande Ziaka

**Association Polis : Alliance
pour des Sociétés
Responsables et Durables à**

Nantes

Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables <http://www.alliance-respons.net/>

L'Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables sera présente au sommet mondial du « *Climate Chance* » à Nantes, en France, du 26 au 28 septembre, et coordonnera 3 ateliers : « *Le Climat et l'éthique* », « *Nouvelles formes d'éducation sur l'environnement et le développement durable* » et « *Leaders de l'éducation transformative.* »

Veillez consulter le site suivant : <http://www.climatechance2016.com/en/>

Yolanda Ziaka Membre du Comité Consultatif (Grèce)



Légende: - sur le journal: « Accord conclu sur le climat », - sur le panneau: « la fin n'est pas nécessairement proche », - le couple: « ces derniers temps, c'est ce qui est considéré comme un optimiste... »

Le sommet du « Climate Chance » se tiendra du 26 au 29 septembre 2016 à Nantes, en France. L'Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables participe au sommet en

coordonnant plusieurs ateliers autour de la question de responsabilité. Vous trouverez ci-dessous une interview de Pierre Calame*, qui présente les origines, la vision et la portée de ce sommet. [*Pierre Calame est la Président Honoraire de la FPH – la “Fondation *Charles Léopold Mayer* » suisse, impliquée activement dans la planification et l’organisation du sommet « Climate Chance » – www.fph.ch et <http://blog.pierre-calame.fr/>]

Question: Quelle est la source du sommet du ‘Climate chance’ de Nantes?

P. Calame : Nantes a été la “*capitale verte*” de l’Union Européenne il y a quelques années. Son ancien vice Maire, Ronan Dantec, qui a joué un rôle majeur dans la transformation écologique de Nantes, ce qui lui a valu le titre de capitale verte, est aussi le représentant du réseau international « *Cités et Gouvernements Locaux Unis* » (CGLU), sur les sujets concernant le climat, et en tant que tel a souligné le rôle des territoires et des villes dans la transition écologique. Il est celui qui a inspiré le Sommet de Nantes, qui est le rassemblement annuel de la coalition des acteurs non-étatiques pour le changement climatique.

Question : Quelle importance prend ce sommet en amont de la COP 22, sommet de l’ONU sur le changement climatique (qui se tiendra au Maroc plus tard cette année) ?

P. Calame: Après le sommet de l’ONU RIO+20, il est devenu évident que les gouvernements n’étaient ni désireux ni capables d’affronter le problème du changement climatique ; d’où un appel permanent à l’engagement des acteurs non-étatiques. Le Plan d’Actions « *Lima-Paris* » (LPAA) a été l’expression de cet appel. Cependant, même si beaucoup de bonnes initiatives sont prises par les autorités locales, les entreprises et les mouvements sociaux ou les ONG, il est évident que la somme de toutes ces initiatives est loin de combler le fossé entre la marche suivie actuellement et les

mesures qui doivent être prises pour éviter une catastrophe climatique dans les cinquante prochaines années. Ce qui signifie somme toute que les acteurs non-étatiques doivent forger des alliances plus fortes entre eux – en parallèle, qu'ils doivent être capables d'influencer les gouvernements afin de changer la configuration actuelle du développement et de l'économie. Le sommet de Nantes n'est que la première étape dans cette direction. Ses propositions seront portées devant la COP22 par les « *champions* » de « *l'agenda des solutions* », qui est la suite opérationnelle du LPAA.

Question: Comment le sommet de Nantes est-il lié au principe de responsabilité ?

P. Calame : Pour les acteurs non-étatiques, agir en faveur du climat n'est pas une option, c'est obligatoire et reflète leurs propres pouvoir et liberté, et donc leur propre responsabilité. Mais cette dimension éthique et incontournable est souvent cachée par la propagande qui présente leurs initiatives comme le simple effet de leur bonne volonté. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que la question de la responsabilité ait été absente du programme de Nantes au début. Grâce à l'implication de « *l'Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables* », plusieurs ateliers aborderont cette question et on peut s'attendre à ce que cela soit souligné dans les conclusions générales.

Question: Comment pourriez-vous relier Nantes avec le « *Forum Social Pan-Amazone », qui cherche à protéger l'Amazonie ?** [*premier forum régional créé au sein du Forum Social Mondial – qui sera tenu en avril prochain au Pérou]

P. Calame: Préserver l'Amazonie, contre la volonté du gouvernement des pays dont le territoire inclus l'Amazonie, fait partie des responsabilités de l'humanité entière envers l'intégrité de la biosphère et du climat. L'Amazonie et le climat font tous deux partie du bien commun mondial. Malheureusement, à cause du fait que la communauté

« internationale » – soi-disant – n'a pas soutenu la Déclaration Universelle des Responsabilités Humaines, il existe un décalage fatal entre l'état actuel du droit international et ce qui serait nécessaire pour aborder les responsabilités des différents acteurs dans la préservation de ce bien commun mondial. « *Climate Chance* », dont la première édition se tient à Nantes cette année, devrait devenir le rassemblement annuel de la coalition des acteurs non-étatiques. L'édition 2017 devrait normalement se tenir au Maroc. Le Forum Social Pan-Amazonie devrait envisager, dès que le sommet de Nantes aura lieu, le moyen pour celui-ci de créer une coalition internationale pour la protection des écosystèmes naturels d'importance mondiale.

Quelles chances de réussite pour la COP21: 12 propositions pour la Conférence de Paris sur le climat

La conférence des Nations Unis sur le changement climatique qui a débuté le 30 novembre à Paris -la COP21- est un événement hautement médiatique. Les enjeux que pose le changement climatique sont complexes, les dimensions économiques, sociales et politiques difficiles à déchiffrer.

En utilisant des dessins humoristiques et photos, nous avons préparé une présentation introductive des enjeux majeurs de cette COP autour de la notion-clé de la « responsabilité » (et

ses implications pour la juridiction environnementale).

Cette présentation est préparée dans le cadre d'un projet de création de « documents éducatifs » pour des jeunes adultes, étudiants Universitaires et militants associatifs.

Vous pouvez télécharger la présentation originale à la page d'accueil de notre site Web, sur <http://polis-inee.org/> sous le titre: «Quelles chances de réussite pour la COP21: 12 propositions pour la Conférence de Paris sur le climat ' (le texte est en français et en cours de traduction en grec et en anglais).

A l'occasion de la Conférence sur le climat : appel pour un réseau thématique sur l'éducation à l'environnement

A l'approche de la conférence des Nations Unies sur le climat qui se tiendra à Paris, fin novembre 2015, 21^e Conférence des Parties (COP21), il est grand temps de parler d'éducation en matière d'environnement. L'association 'Polis – Réseau International pour l'Education à l'Environnement', basée en Grèce et membre de la FICEMEA, propose la création –au sein de la FICEMEA– d'un groupe de travail thématique sur les questions d'environnement et leur liaison avec le domaine de l'éducation. Plusieurs domaines d'intervention et opportunités

de liaison avec des initiatives existantes se présentent actuellement :

– Polis a participé, en juin 2014, à la Conférence biannuelle des OING – Organisations Internationales non Gouvernementales du Conseil de l'Europe, en tant que représentant de la FICEMEA. Nous avons particulièrement participé aux réunions et aux travaux du groupe 'Changement climatique et droits de l'homme', qui vise à contribuer à la prise en compte des droits humains, lors des négociations internationales sur le climat, ainsi qu'à la traduction des recommandations qui s'en suivent en droit normatif (travail réalisé en commun avec les différentes directions du Conseil, y compris la Cour). Depuis, nous recevons régulièrement des informations sur les différentes étapes du travail de ce groupe (qui fait parti de la Commission 'Démocratie, Cohésion sociale et enjeux mondiaux' des OING du Conseil de l'Europe) et des appels à contribution. Le 29 septembre 2015, la Commission 'Démocratie' organise, en collaboration avec la sous-commission sur l'Énergie et l'Environnement de l'Assemblée Parlementaire, au Palais de l'Europe à Strasbourg, un débat dans lequel seront discutés les enjeux européens et planétaires du dérèglement climatique sous l'angle des droits de l'Homme. La problématique de ces réflexions et les actions de ce groupe peuvent constituer un input important pour notre travail en éducation, à nous tous, associations membres de la FICEMEA. (se référer à : <http://www.democracy-coe.org/notre-action/september-10th-2015>)

– Polis est membre fondateur de 'l'Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables', constituée en mars 2015, avec l'appui de la Fondation suisse 'Charles-Léopold Mayer' (FPH). Il s'agit d'un réseau d'acteurs, individus et organisations venant de tous les continents et de milieux socio-professionnels diversifiés, qui se réunissent autour de l'objectif global de 'placer la responsabilité au cœur de la transition vers des sociétés durables'. Des brésiliens membres

de l'Alliance ont participé aux actions de mobilisation des ONG lors de la précédente Conférence de l'ONU sur la climat, la CP020, à Lima du Pérou et se préparent pour participer aussi à la COP21 à Paris, pour y lancer le 'Manifesto de Lima à Paris'. Une vidéo de témoignages, interviews et plans d'action de la société civile, va être préparé par notre équipe brésilienne, dans le but de vulgariser les enjeux de la Conférence sur le climat auprès du grand public. Il s'agira d'un outil de communication et d'éducation très utile dans notre travail éducatif. Il se peut que des membres de la FICEMEA participeront aussi à la COP21 et des liaisons avec nos représentants à Paris ne pourraient qu'être bénéfiques pour tous. (<http://www.alliance-respons.net> – site actuellement en cours de construction – se référer à : <http://www.ethica-respons.net/>)

– Les travaux de 'l'Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables' sont liés au projet de recherche 'Prendre la responsabilité au sérieux' du Collège de France, qui a abouti à l'organisation d'un Colloque à Paris en juin 2015, avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer. La tenue de ce colloque a été précédée d'une rencontre doctorale de jeunes chercheurs et d'une réunion des réseaux de juristes internationaux sur la question de 'l'Internationalisation du Droit'. Ce colloque a obtenu le label « COP21-CMP11 / Paris 2015 » délivré par le comité de labellisation du Ministère l'Écologie français, dans le cadre de la préparation de la COP21. Il s'est déroulé en quatre étapes. La première a eu pour objet de comprendre comment le principe de responsabilité s'enracine dans l'histoire. La deuxième session a concerné la mise en œuvre de la responsabilité dans trois domaines: la nature, les hommes et la monnaie. La troisième session a abordé de façon transversale les difficultés juridiques soulevées par la mis en œuvre de la responsabilité dans ces différents domaines : celle de l'identification des responsables, du déclenchement de la responsabilité, de l'instance tierce compétente pour juger de la responsabilité.

La quatrième session a tracé des perspectives d'avenir et formulé des recommandations qui seront transmises aux responsables réunis lors de la 21^e Conférence sur le climat. Les travaux de ce colloque seront publiés sous la forme d'un livre à paraître en France à l'automne 2015, mais on peut déjà se référer au site : http://www.college-de-france.fr/site/alain-supiot/p8416278816005082_content.htm. Les travaux de ce projet constituent pour nous, à Polis, un outil précieux pour mieux comprendre et mieux éduquer sur les enjeux planétaires tels que le changement climatique et sur notre responsabilité à nous tous.

– Dans le cadre de la COP21, le Ministère français de l'Éducation Nationale organise une journée thématique autour du thème de «l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD): Comment conduire le changement dans les systèmes éducatifs?», le 4 décembre au Bourget. Cette journée a pu être mise en place grâce à l'initiative du «Collectif Paris-éducation 2015», une initiative de personnalités venant de plusieurs pays, dont l'objectif a été de dialoguer et convaincre les acteurs de terrain et, en particulier le Ministère de l'Éducation Nationale, sur l'urgence de reconnaître et d'affirmer l'importance du rôle des systèmes éducatifs dans la transition vers des sociétés durables. Notre association Polis a signé et contribué à diffuser l'appel du Collectif pour la prise en compte de l'éducation lors des négociations sur le climat. L'événement du 4 décembre sera une première dans l'histoire des COP. Le Collectif vise à œuvrer pour que l'éducation fasse désormais partie des enjeux incontournables de toutes les conférences climatiques. Dans ce cadre le Collectif finalise un manifeste intitulé «Pour vivre ensemble à 10 milliards, changeons l'éducation» avec comme sous-titre: «Manifeste pour une éducation à la citoyenneté planétaire». Celui-ci sera diffusé sous forme de livre électronique vers la fin octobre et distribué en version papier à la COP21. Il sera remis officiellement aux Ministres de l'Éducation présents à la COP, et en particulier à celui du

Maroc, pays organisateur de la COP 22 en décembre 2016. Le Collectif est aussi dans l'attente de la confirmation de sa participation aux 'Espaces Générations climat', qui se tiendront au même endroit que la COP21. Dans ce cadre, le manifeste serait présenté lors d'une conférence-débat/table ronde sur le thème: «L'éducation, levier essentiel pour la transition». On y défendra le principe qu'il n'y aura pas de développement durable, ni de transition, sans action éducative pour tous et tout au long de la vie, ni sans participation des jeunes. Outre la présentation du Manifeste, la table ronde visera à faire reconnaître les initiatives des nombreux acteurs de l'EEDD dans le monde et à démontrer «la nécessité d'une généralisation de l'EEDD pour tous, partout, tout au long de la vie». (se référer à: <http://paris-education2015.org/>) Plusieurs occasions se présentent donc pour se lier en réseau thématique sur l'Education en matière d'Environnement et de Développement Durable. Nous, à Polis, serions heureux à échanger avec vous et à mettre en place ce réseau au sein de la FICEMEA.

Yolanda Ziaka

Coordinatrice de Polis

Vice-présidente de 'l'Alliance pour des Sociétés Responsables et Durables'

Contact: polis@otenet.gr

Web: <http://polis-inee.org/>